Gaza. «Vivre-ensemble» à Lyon : Polémique entre le recteur de la Grande mosquée et le Crif Rhône-Alpes

19/07/2014 à 10h12

Le recteur de la Grande Mosquée de Lyon a adressé jeudi un courrier aux responsables Crif Rhône-Alpes et du Consistoire de Lyon leur rappelant la liberté d'opinion en France après avoir été mis en cause par ces responsables pour avoir critiqué le massacre de civils à Gaza.

Voir la lettre du Crif Rhône-Alpes

Cet échange de courrier, transmis vendredi à l'AFP, a commencé jeudi par une lettre commune de la présidente du Crif Rhône-Alpes, Nicole Bornstein, et du président du Consistoire régional, Alain Sebban, reprochant au recteur de la Grande Mosquée de Lyon, Kamel Kabtane, d' «*importer le conflit* » en France.



Photo du bus de l'Amitié judéo-musulmane de France (AJMF)

Ces responsables juifs réagissaient à un communiqué du responsable musulman publié dimanche où il condamnait «*en ce mois sacré du Ramadan, les massacres commis contre des civils innocents » et « la faillite morale et politique de la communauté internationale au Moyen-Orient*».

Il indiquait aussi dans ce communiqué que «*lorsque des étudiants israéliens furent récemment injustement tués, les musulmans de France ont toujours condamné leur lâche assassinat comme ils ont condamné l'assassinat dans des conditions atroces du jeune palestinien Mohammad Abou Khdeir par les colons*».

«*Nous nous contenterons de regretter que nulle part dans vos propos n'apparaisse une condamnation claire et sans ambiguïté des actes antisémites qui se produisent en France, à Lyon*», ont déploré dans leur courrier de jeudi les responsable du Crif et du Consistoire régional, avant de demander au Recteur «*une clarification et/ou un communiqué complémentaire*».

Ce dernier leur a répondu, indiquant être «*fier d'être citoyen de la République française qui encourage avec force l'entente*

naturelle et fraternelle entre juifs et musulmans».

«*Pour autant, cela ne doit pas empêcher tel ou tel citoyen chrétien, juif ou musulman d'exprimer son opinion, sa neutralité ou sa sensibilité par rapport à la politique du gouvernement israélien vis-à-vis des palestiniens ou de condamner les pratiques du mouvement Hamas*».

Contacté par l'AFP vendredi, le recteur Kamel Kabtane a indiqué que les responsables juifs ne s'étaient pas rendus à la rupture du jeûne du Ramadan jeudi, comme cela était programmé.

Le Parisien